

Unité Interdépartementale 25-70-90

BELFORT, le 13/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC

Avenue Charles Bohn
BP 379 - Service EHS Bâtiment 31
90000 BELFORT

Références : UID257090/SPR/MV/BM 2022 - 0913D

Code AIOT : 0005901930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC implanté 20 avenue du Maréchal Juin 90000 BELFORT. L'inspection a été annoncée le 09/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil crise le 10 août 2022.

En effet, la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre l'arrêté préfectoral n°90-2022-08-10-00001 du 10 août 2022 portant restrictions provisoire des usages de l'eau : niveau crise, pour le sous-bassin de l'Allan pour l'ensemble du département du Territoire de Belfort.

Cet arrêté préfectoral entraîne la mise en application de mesures de restriction de l'usage de l'eau plus contraignantes, et ce, quelle que soit la ressource sollicitée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC
- 20 avenue du Maréchal Juin 90000 BELFORT
- Code AIOT : 0005901930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE est spécialisé dans la fabrication de turbines à gaz. L'usinage, l'assemblage et les essais à pleine vitesse des turbines sont réalisés sur le site de BELFORT.

L'établissement est situé au sein d'un parc industriel comprenant, par ailleurs, les sociétés GE THERMAL MANUFACTURING (ex ALSTOM POWER) et ALSTOM TRANSPORT, ainsi que diverses sociétés agissant en sous-traitance.

Ce parc industriel fait partie du parc d'activités dénommé "Techn-Hom" géré par la société SEMPAT actuel propriétaire de certains des bâtiments exploités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	
3	Adaptation prélèvements - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure sécheresse	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Diagnostic et étude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Art. 6.2	/	Sans objet
6	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
7	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté lors de la visite que l'exploitant ne dispose pas d'une procédure sécheresse à jour

expliquant les différentes mesures mises en place lors des périodes de restriction des usages de l'eau et présentant l'historique des efforts mis en place, ni de document mentionnant les économies d'eau réalisées suite à la mise oeuvre des différentes mesures.

Par ailleurs, hors période sécheresse, les compteurs sont relevés mensuellement alors qu'ils devraient être relevés hebdomadairement et ce pour les 12 compteurs du site.

En période sécheresse, seul le compteur n°1 est relevé quotidiennement alors que l'ensemble des compteurs doivent être relevés quotidiennement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 1er avril 2019, l'exploitant transmettra à l'inspection une procédure « sécheresse » dans laquelle il explicitera les différentes mesures mises en place (complétant celles précitées) lors des épisodes de restriction des usages de l'eau en fonction des seuil atteint et des niveaux de plan d'économie à mettre en œuvre : sera également présenté l'historique des efforts mis en place (investissement, infrastructure, production, restriction).
Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 25 août 2022 un projet de procédure sécheresse rédigé en 2019. Cette procédure n'est pas à jour et il n'est pas présenté l'historique des efforts mis en place. L'exploitant doit, dans un délai de 15 jours, transmettre une procédure sécheresse à jour indiquant les mesures mises en œuvre lors des épisodes de restriction ainsi que l'historique des efforts mis en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Concernant les quantités d'eau consommées pour les tests du réseau incendie, il est possible pour l'exploitant d'en évaluer les quantités s'il n'est pas en mesure de les totaliser par un système de comptage en ligne. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : réseau public AEP - prélèvement maximal annuel : 9000 m3/an
Constats : Le compteur d'arrivée du site TANDEM (comptabilisant les bâtiments du site des 3 chênes mais aussi ceux d'autres entités) indique une moyenne de débit prélevé de 50 m3/j sur les derniers mois. Par ailleurs, au cours de l'année 2021 l'entreprise a prélevé 5 155 m3. Le débit prélevé ne dépasse pas les 100m3/j. L'exploitant a indiqué que les relevés des compteurs sont réalisés uniquement de manière mensuelle, hors période sécheresse. Les compteurs doivent donc être relevés de manière hebdomadaire, hors période sécheresse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Adaptation prélèvements - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation prélèvements - sécheresse

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none"> - Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage de hebdomadaire à journalier / passage de journalier à 2 fois par jour). - L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse. 		
		<ul style="list-style-type: none"> - L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité. - Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation. 		

		<ul style="list-style-type: none"> - Les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant, réglementaires, ou de sécurité. - les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. 		
			L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.	
				La préfète pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.

Constats : Concernant la sensibilisation, le personnel est informé du seuil de sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau par de la communication via des écrans où il est indiqué le niveau de crise, les actions à mettre en place sur le site ainsi que les restrictions s'imposant aux particuliers.

Par ailleurs, de l'affichage est fait à plusieurs endroits du site pour la gestion des fuites.

Un quart d'heure de sécurité est également mis en place régulièrement pendant lequel de la sensibilisation est effectuée sur la sécheresse.

Dans le cadre du seuil crise, l'exploitant doit renforcer le suivi des consommations en place et ainsi passer du suivi hebdomadaire à journalier.

Depuis le mois de juin le relevé du compteur d'arrivée du site TANDEM n°1 est effectué de manière journalière mais celui-ci n'est pas représentatif de la consommation du site puisqu'il intègre d'autres entités.

Les 11 autres compteurs sont relevés mensuellement et ce même si les seuils sécheresse ont été dépassés.

L'exploitant souhaite mettre en place, pour fin 2022, des compteurs connectés afin de suivre en temps réel les consommations et de pouvoir être alerté rapidement en cas de fuite.

L'exploitant a indiqué que les essais incendie sont stoppés pendant la crise sécheresse et reportés ultérieurement.

L'entreprise a également été fermée les deux premières semaines d'août pour les congés estivaux.

En revanche et comme indiqué précédemment, l'exploitant n'a pas enregistré les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures.

L'exploitant doit, sans délais, renforcer le suivi des consommations en place avec un suivi journalier pour l'ensemble des compteurs du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Diagnostic et étude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic et étude technico-économique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages.....). Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise climatique (et donc limitées dans le temps). Le diagnostic doit permettre de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ; - les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ; les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ; - les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ; - les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ; - toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ; <p>L'analyse effectuée par l'entreprise doit permettre la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ; - de réflexion sur le système de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air actuellement en place sur le site ; - des limitations, voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée. <p>Doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique. Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique. Ce diagnostic est réalisé avant le 30 juin 2019, et transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 25 août 2022, le diagnostic pour les consommations d'eau en date de 2019.</p> <p>Celui-ci mentionne les caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, les quantités d'eau des processus industriels, les quantités d'eau utilisées pour l'usage sanitaire.</p> <p>En revanche, il n'est pas indiqué les pertes dans les divers circuits ni les dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de 15 jours, transmettre un diagnostic détaillé des consommations d'eau à jour avec l'ensemble des éléments requis à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de 2019.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation. Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État.
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité d'adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau. Il doit notamment mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limitation au maximum les consommations Ce point est détaillé ci-dessous.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets dans les milieux du 07/03/2019 ne fixe pas des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est inférieure à 7000 m ³ par an : - mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limitation au maximum les consommations.
Constats : L'exploitant a indiqué que les essais incendie sont arrêtés durant la période de sécheresse, les douches de commodités ont été interdites, une attention particulière est portée sur la limitation des fuites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet